

SC2255



Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

LOCATION LONGUE DUREE DE VEHICULES DE TOURISME ET UTILITAIRES ET PRESTATIONS ASSOCIEES POUR L'EFS

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHE PUBLIC	6	
2. DISPOSITIONS GENERALES	6	
2.1. Procédure de passation	6	
2.2. Allotissement	6	
2.3. Forme du marché public	6	
2.4. Estimation du marché public	6	
2.5. Durée du marché public	7	
2.6. Langue d'exécution du marché public	7	
2.6.1. Principe		7
2.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat		7
2.6.3. Défaut de recours à un interprète		7
2.7. Performance énergétique	7	
3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	7	
4. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	9	
4.1. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	9	
4.1.1. Emission des bons de commande		9
4.1.2. Délais d'exécution des bons de commande		10
4.2. Transport, livraison, admission et utilisation	10	
4.2.1. Lieux de livraison		10
4.2.2. Transport		10
4.2.3. Livraisons des véhicules		11
4.2.4. Délais suite à réception de la commande		11
4.2.5. Vérification et admission des véhicules		12
4.2.6. Conditions d'utilisation des véhicules		13
4.2.7. Terme de la location des véhicules		13
4.2.8. Assurances des véhicules		14
4.2.9. Garantie technique des véhicules		14
4.2.10. En cas d'immobilisation du véhicule		14
4.2.11. Propriété industrielle et commerciale		15
4.2.12. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire		15
4.2.13. Vérification et admission (pour les Services)		15
4.3. Pénalités	15	

4.3.1.	Pénalités de retard	15
4.3.2.	Pénalités pour mauvaise exécution	17
4.3.3.	Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	17
4.3.4.	Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé	17
4.4.	Sous-traitance	18
4.4.1.	Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	18
5.	EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES	18
5.1.	Evolutions administratives	18
5.2.	Evolutions technologiques	18
5.3.	Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)	19
5.3.1.	Modifications relatives au Titulaire	19
5.3.2.	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires	19
5.3.3.	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires	19
6.	DEFAILLANCE DU TITULAIRE	20
7.	REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	20
7.1.	Contenu des prix	20
7.2.	Caractéristiques et évolution des prix	20
7.2.1.	Caractéristiques des prix pratiqués	20
7.2.2.	Variations dans les prix	22
7.3.	Avance	24
7.4.	Modalités de facturation et de règlement	24
7.4.1.	Facturation	24
7.4.2.	Dématérialisation des factures	24
7.4.3.	Délai de paiement	25
7.4.4.	Suspension du délai global de paiement	25
7.4.5.	Intérêts moratoires	26
7.4.6.	Nantissement et cession de créance	26
7.4.7.	Renseignement d'ordre comptable	26
8.	SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	26
8.1.	Relations entre les parties	26

8.2.	Réunions quadrimestrielles	27
8.3.	Plan de progrès	27
9.	CONFIDENTIALITE	28
9.1.	Obligations du Titulaire	28
9.2.	Dispositions en cas de non-respect des obligations	29
10.	RESPONSABILITE - ASSURANCES	29
11.	RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	29
11.1.	Résiliation pour motif d'intérêt général	29
11.2.	Résiliation aux torts du Titulaire	30
11.3.	Exécution aux frais et risques	30
12.	LITIGES	30
13.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	30

DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Comptables assignataires : pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le Siège.

Donnée à caractère personnel ou donnée personnelle : toute information relative à une personne physique susceptible d'être identifiée, directement ou indirectement

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix en métropole et trois dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Fourniture : Véhicules de tourisme et utilitaires

LLD : Location Longue Durée

LCD : Location Courte Durée

Marché public : Accord-cadre à bons de commande

Pouvoir adjudicateur : l'Etablissement Français du Sang (EFS)

PSE : Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire :

- Autopartage PSE 1
- Télématicque PSE 2

Représentant des pouvoirs adjudicateurs (RPA) : le Président de l'EFS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur ;

Responsable de traitement (de données personnelles) : celui qui détermine les finalités et les moyens d'un traitement (= l'EFS)

RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018

Services : les Services tels que décrits au CCTP

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement.

Sous-traitant (au sens du RGPD) : Personne physique ou morale qui traite des données pour le compte, sur instruction et sous l'autorité d'un responsable de traitement (l'EFS). Il s'agit du titulaire du marché public.

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

Traitement (de données personnelles) : toute opération, ou ensemble d'opérations, portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé (collecte, conservation, modification, extraction, consultation, rapprochement ou interconnexion, effacement ou destruction, ...)

1. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet la fourniture de véhicules neufs en location longue durée sans chauffeur et prestations associées (décrites au CCTP) pour les établissements de l'EFS.

La location est une location simple, sans crédit-bail ni option d'achat.

Outre la location de véhicules, le Titulaire sera en charge de l'ensemble des prestations de services associées telles que définies au CCTP et ses annexes.

2. DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- Article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

2.2. Allotissement

Le marché public n'est pas alloté car la dévolution en lots séparés risquerait de rendre techniquement difficile, l'exécution des prestations, l'harmonisation et le suivi du parc national de véhicules.

2.3. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique). L'accord-cadre est conclu sans un minimum ni maximum exprimés en quantité/valeur pour sa durée totale.

2.4. Estimation du marché public

A titre indicatif, le nombre de véhicules impacté par le périmètre du marché se décompose de la manière suivante :

Année de restitution	Nombre de véhicules à restituer et à renouveler selon le besoin
2020	32
2021	285
2022	203
2023	147
2024	70

L'état du parc actuel, au moment de la publication est en annexe 5 du CCTP.

2.5. Durée du marché public

Sous réserve des dispositions relatives à la résiliation du marché public figurant à l'article 12 du présent CCAP, le marché public est conclu pour une durée de 48 mois à compter de la date de sa notification.

Les contrats de location de véhicules peuvent durer jusqu'à 60 mois.

2.6. Langue d'exécution du marché public

2.6.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français).

2.6.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

2.6.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

2.7. Performance énergétique

En application des articles R 234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire recourt à des produits de hautes performance énergétique tels que définis à l'article R. 234-4 du même code pour l'exécution, partielle ou complète, des prestations résultant du présent marché public. Cette obligation est sans préjudice de la possibilité pour le Titulaire d'utiliser des produits ne présentant pas cette performance à condition qu'ils aient été achetés avant la remise de son offre et qu'ils soient mentionnés dans celle-ci de manière détaillée.

3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- l'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes :

Annexe 1 : Prestations liées au couple durée/kms

Annexe 2 : Prestations non liées au couple durée/kms

Annexe 3 : Couverture géographique

Annexe 4 : Barème de dépréciation

Annexe 5 : Aménagement des véhicules

Annexe 6 : Frais de gestion du changement des paramètres de location

Annexe 7 : Tarif des formations

Annexe 8 : Tarif LCD

Annexe 9 : PSE n°1 Autopartage

Annexe 10 : PSE n°2 Télématicque

- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe : Clauses RGPD

- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

Annexe 1 : Lieux de livraison

Annexe 2 : Fiches techniques, aménagement des véhicules postes : 11 à 19

Annexe 3 : Charte graphique

Annexe 4 : Conditions de restitution des véhicules

Annexe 5 : Etat du parc EFS 2019

- la Proposition du titulaire, telle que décrite dans le Règlement de Consultation.

- les contrats de location

- Le contrat de location remis par le titulaire dans sa proposition technique et validé par le pouvoir adjudicateur lors de l'analyse des offres est intangible pendant la durée du marché.
- Les contrats de location associés aux bons de commande sont considérés comme des actes d'exécution du marché. En tout état de cause, les pièces listées ci-dessus priment sur les contrats de location en cas de contradiction, et ce, pendant toute leur durée d'exécution.

Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.), applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 ;
- Normes françaises et/ou européennes homologuées.

Les textes applicables seront ceux en vigueur au 1er jour du mois d'établissement des prix.

Le Titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Par dérogation aux articles 1 et 36 du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

4. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

4.1. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

4.1.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le(s) RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre
- La durée de validité du bon de commande
- La nature, les références et les quantités de Fournitures/Services concernées
- Le prix contractuel HT des Fournitures/Services
- Le montant total HT du bon de commande
- Le taux et le montant de la TVA
- Le lieu de livraison et la date de livraison/d'exécution souhaitée
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison/d'exécution des Fournitures/Services.

➤ Commandes de véhicules et prestations associées :

L'EFS souhaiterait pouvoir effectuer les opérations suivantes sur l'outil de gestion en ligne du Titulaire, tel que décrit au CCTP :

- Consultation du catalogue et tarif EFS ;
- Passation d'un ordre de fabrication et établissement des conditions particulières de location avec renseignements des items suivants :
 - o Numéro du marché,
 - o ETS émetteur,
 - o Coordonnées du chef de parc,
 - o Adresse de facturation,
 - o Adresse d'immatriculation,
 - o Adresse de livraison,
 - o Centre de coût (interne EFS),
 - o Poste du catalogue,
 - o Marque, modèle, type,
 - o Fonction ou service. Si fonction : nom du conducteur,
 - o Durée de location/kilométrage total,
 - o Statut du véhicule remplacé,
 - o Numéro d'immatriculation du véhicule remplacé,
 - o Les différentes options pour les véhicules aménagés.
- Validation par le pilote national du marché,
- Etablissement du bon de commande par chaque RPA ou toute personne autorisée, reprenant les items de l'ordre de fabrication,
- Déclenchement du délai de livraison.

Dans le cas où la commande du véhicule ou des prestations associées ne peut s'effectuer sur l'outil de gestion en ligne, le Titulaire décrit son process de commande dans sa Proposition technique.

➤ Traçabilité de la commande de véhicule et prestations associées

Afin de permettre le suivi de l'exécution de la commande, le titulaire s'engage à fournir les informations suivantes pour chacune des commandes qui lui sont adressées au pilote national et à chaque RPA :

- Dans les dix (10) jours ouvrés suivant la date de la commande :
 - o La confirmation de la commande avec le numéro de l'accusé de réception de commande du titulaire ;
 - o La date de livraison confirmée, sachant que la date contractuelle de livraison n'est pas modifiable sauf en cas de suspension, de prolongation ou de report de délai tels que prévus ci-après ;
 - o L'attention du titulaire est attirée sur la nécessaire fiabilité de cette donnée puisqu'en cas de livraison anticipée ou livraison retardée par rapport au délai contractuel, une information est immédiatement transmise au RPA.
- Dès que le ou les véhicule(s) quitte(nt) les locaux du titulaire :
 - o à date d'expédition réelle du ou des véhicules.

Le délai de livraison au sens du présent marché s'entend du délai global qui s'écoule entre le moment de la passation du bon de commande (sur l'outil en ligne ou selon le process décrit par le Titulaire dans son offre) et le moment où la livraison dudit véhicule/prestation au RPA est constatée conformément au présent CCAP.

4.1.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

La période d'émission des bons de commandes est identique à la durée du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 7 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

La durée d'exécution des bons de commande correspond à la durée de location des véhicules, elle est fixée dans chaque bon de commande et est décomptée à partir de la livraison effective de la totalité du bon de commande.

La durée d'exécution des bons de commande ne pourra excéder une durée de 5 ans. A titre d'exemple un bon de commande émis le dernier jour du marché pourra donc être exécuté pendant une durée maximum de 5 ans ; délai courant à compter de la livraison effective du véhicule.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

4.2. Transport, livraison, admission et utilisation

4.2.1. Lieux de livraison

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées sur des sites de l'EFS. Le Titulaire fait son affaire du choix d'un transitaire.

4.2.2. Transport

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des Fournitures à livrer précisées dans le CCTP/l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

L'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP/l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

4.2.3. Livraisons des véhicules

La livraison des véhicules sera effectuée auprès des sites indiqués dans les bons de commandes et visés à l'annexe 1 du CCTP.

La livraison des véhicules sera accompagnée :

- d'un PV de réception établi en un original et deux copies,
- des carnets d'entretien des véhicules validés et tamponnés,
- d'une pochette conducteur conforme au CCTP.

L'original du PV de réception est remis au responsable habilité de chaque ETS ou à son représentant, et les copies sont remises au Titulaire ou à son représentant, après y avoir apposé l'heure de livraison, ces documents étant visés par les deux parties.

Ce PV de réception précisera :

- les nom et adresse du Titulaire du marché,
- la date de livraison,
- la référence au marché,
- la référence au bon de commande,
- les références des quantités livrées
- le numéro d'immatriculation, marque et modèle du ou des véhicules.

La livraison est réputée effectuée lorsque les véhicules commandés ont été livrés en totalité aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant, et que le responsable habilité de l'établissement local concerné a procédé aux vérifications des véhicules livrés et les a acceptés. La livraison est constatée par l'apposition sur PV de réception du cachet de l'établissement local concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA au sein de l'ETS habilité à cet effet.

4.2.4. Délais suite à réception de la commande

➤ *Point de départ pour les véhicules*

Le point de départ des différents délais à la charge du titulaire court à compter de la validation du bon de commande par le titulaire (outil de gestion en ligne, confirmation par mail, etc).

➤ *Prolongation des délais*

Si dès réception du bon de commande, le titulaire est d'ores et déjà informé de la survenance de faits susceptibles de retarder le délai de livraison, il pourra en faire immédiatement état au RPA.

Dans ce cas, une prolongation des délais prévus au présent CCAP est alors accordée par le RPA lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution (pour des motifs non imputables au titulaire). Le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel.

Un sursis de livraison peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai aux alinéas précédents, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Un tel sursis peut également être accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de livraison emporte les mêmes effets que la prolongation des délais prévue au présent article.

➤ *Délais relatifs aux prestations d'assistance et de dépannage aux véhicules*

Les délais relatifs aux prestations d'assistance dépannage sont précisés dans la Proposition technique du titulaire.

➤ *Délais relatifs aux prestations d'assistance aux personnes*

Les délais relatifs aux prestations d'assistance aux personnes sont précisés dans la Proposition technique du titulaire.

4.2.5. Vérification et admission des véhicules

➤ *Vérification quantitative et qualitative*

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité des véhicules livrés avec les spécifications du marché ou du bon de commande. Par dérogation à l'article 22.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'a pas besoin d'être présent lors des opérations

➤ *Vérification d'aptitude*

Elle a pour but de constater que les véhicules livrés présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions exigées par le Pouvoir Adjudicateur et celles précisées dans la documentation remise au Titulaire. A cet effet, des essais pourront être réalisés.

➤ *Admission*

A l'issue des opérations de vérification, le RPA, en cas de conformité technique et quantitative du véhicule aux prescriptions du marché, prend une décision expresse d'admission formalisée par la signature du procès-verbal de réception.

Lorsque le RPA estime que le véhicule ne satisfait pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'il présente des possibilités d'admission en l'état, il signe le procès-verbal de réception avec réserve. Les parties se rapprocheront alors pour trouver une solution technique susceptible de permettre une levée des réserves formulées par le RPA. La levée de réserve est matérialisée par la rédaction d'une annexe au procès-verbal de réception.

Lorsque le RPA estime que le véhicule ne peut être admis en l'état, même avec réserve, pour cause de non-conformité majeure, il en prononce le rejet et refuse de signer le procès-verbal de réception. En cas de rejet, le titulaire est tenu, sauf décision contraire, de livrer de nouveau le véhicule commandé. Les frais de manutention et de transport entraînés par le rejet des prestations sont supportés par le titulaire.

A défaut de décision expresse de la part de le RPA, l'admission des véhicules est réputée acquise au jour de leur prise de possession effective.

➤ *Conséquences de l'Admission*

La signature du procès-verbal de réception par le RPA ou, le cas échéant, la prise de possession effective du véhicule, vaut, indépendamment des éventuelles réserves formulées, acceptation de la conformité technique du véhicule aux prescriptions du marché et des bons de commande.

Postérieurement à la signature du procès-verbal de réception ou, le cas échéant, la prise de possession effective du véhicule, le RPA n'est plus en mesure de contester la conformité technique du véhicule livré. Il bénéficie toutefois des éventuelles actions offertes en cas de vices cachés, de l'application de la garantie constructeur ou des assurances complémentaires éventuellement souscrites.

La signature du procès-verbal de réception, avec ou sans réserve, ou, le cas échéant, la prise de possession effective du véhicule, marque le transfert de la garde juridique du véhicule à l'E.T.S. au sens de l'article 1384 du code civil et le début de la facturation des prestations accomplies par le titulaire du marché. Avant cette date, le titulaire est responsable des dommages éventuellement subis par les véhicules de son fait ou d'un tiers.

4.2.6. Conditions d'utilisation des véhicules

Chaque ETS s'engage à :

- faire usage du véhicule conformément à l'article 1728 du code civil et à conserver le véhicule en bon état de fonctionnement, d'utilisation et de présentation. Il ne pourra ni le céder, ni le sous-louer, ni s'en dessaisir en tout ou partie, à quelque titre que ce soit,
- n'autoriser l'usage du véhicule qu'à des personnes titulaires d'un permis de conduire régulièrement délivré, en cours de validité et, en tout état de cause, conformément aux dispositions de la police d'assurance qu'il souscrira,
- payer ou à rembourser au titulaire toute amende ou tous frais de justice dus ou exposés par ce dernier à la suite de toutes poursuites légales ou réglementaires en relation avec l'utilisation du véhicule,
- à ne pas effectuer quelque transformation que ce soit sur le véhicule, sans l'accord préalable du titulaire. En cas de modifications réalisées, le RPA s'engage à remettre le véhicule dans son état initial à ses frais ou à supporter toutes les conséquences financières en cas de non remise en état,
- n'apporter au véhicule aucune modification contraire au certificat de conformité délivré par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE),
- à ne pas charger le véhicule au-delà du poids total roulant autorisé,
- ne pas participer à des courses automobiles de toute nature, à des compétitions, ou à des essais,
- n'utiliser le véhicule qu'en France métropolitaine. Les sorties du territoire à destination des pays mentionnés sur la carte internationale d'assurance (dite "carte verte") sont admises occasionnellement pour des durées limitées dans le respect de la législation en vigueur dans ces pays,
- vérifier que le véhicule est maintenu conforme avec la réglementation en vigueur pour le type de véhicule concerné. Il s'assure de respecter les contraintes posées par le titulaire, dans son mémoire technique, pour que les opérations d'entretien ou de réparation nécessaires puissent être convenablement réalisées.

4.2.7. Terme de la location des véhicules

Les modalités d'achèvement de la location et des prestations associées sont décrites à l'article 6.14 du CCTP.

Le constat contradictoire dressé le jour de la restitution en présence des 2 parties, puis le service de « photo restitution » obligatoire, permettent au titulaire de :

- réaliser une cotation des frais de remise en état si nécessaire,
- établir une facture de fin de contrat claire et détaillée pour chaque véhicule intégrant :
 - o les indemnités kilométriques en plus ou moins,

- les frais de remise en état après application du barème de dépréciation (annexe 4 de l'acte d'engagement).

Cette facture doit parvenir à chaque RPA dans un délai maximum de 60 jours suivant la date de restitution du véhicule.

Le montant de la facture sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de règlement. Ce montant sera éventuellement rectifié en vue de l'établissement du paiement définitif en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Passé un délai de quinze jours ouvrables à compter de la réception de la facture chaque RPA est réputé par son silence avoir accepté ce montant.

En amont de la date de restitution, l'EFS se réserve le droit de solliciter l'accompagnement du titulaire pour faire baisser les frais de dépréciation (audit préalable à la restitution, conseils, etc), tel que précisé dans l'offre de ce dernier. Les frais éventuellement applicables sont précisés en annexe 2 de l'AE.

4.2.8. Assurances des véhicules

L'assurance est à la charge du RPA, sauf si les dommages résultent d'un vice caché de la chose louée.

De ce fait, le titulaire **exclura de sa proposition la garantie perte financière**, dès lors que celle-ci est déjà prise en charge par l'assurance du RPA.

L'EFS devra souscrire, pour tout véhicule mis en location, sa propre police d'assurance.

Les obligations afférentes sont décrites au CCTP.

4.2.9. Garantie technique des véhicules

Le véhicule loué bénéficie de la garantie du constructeur.

Le titulaire délègue à l'EFS tous ses droits et actions au titre de la garantie légale ou contractuelle qui est attachée à la jouissance du véhicule.

4.2.10. En cas d'immobilisation du véhicule

Quelle que soit la cause d'immobilisation du véhicule (panne, accident) et quelle qu'en soit la durée, chaque RPA peut conformément au CCTP demander la mise à disposition d'un véhicule en location courte durée.

La demande est d'abord effectuée par téléphone. Puis une demande écrite de l'interlocuteur dédié de chaque ETS, sera envoyée par email, aussitôt que possible afin de régulariser le dossier (du lundi au vendredi de 08H00 à 17H00).

Le prêt de véhicule ne devra pas être nominatif ni préciser un nombre de chauffeurs habilités. Tout salarié de l'EFS sera susceptible de conduire le véhicule.

Dans l'éventualité où la mise à disposition d'un véhicule de remplacement reste subordonnée au versement d'une caution, le titulaire s'engage à prendre cette caution à sa charge. **Il ne sera donc pas demandé d'empreinte de carte bancaire de la part du prêteur du véhicule.**

Lorsque la durée d'immobilisation des véhicules est supérieure ou égale à sept jours, l'ETS sera dispensé d'acquitter le loyer afférent au véhicule sinistré durant la période considérée.

4.2.11. Propriété industrielle et commerciale

Le titulaire garantit l'EFS contre toute revendication de tiers concernant la propriété industrielle et commerciale des véhicules au titre du présent marché.

Le titulaire supportera tous les dommages, intérêts, frais, indemnités et redevances qui pourraient être dus ou réclamés à cet égard.

4.2.12. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Services lorsque le montant total de ces prestations sur la durée du marché, ne dépasse pas 1% du montant total estimé du marché (montant ayant déterminé le seuil de procédure et indiqué dans l'AAPC).

4.2.13. Vérification et admission (pour les Services)

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 22 à 25 du CCAG-FCS.

4.3. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures / Services non livrées/non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

4.3.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à livrer les Fournitures/Services conformément au présent CCAP, au CCTP et à la Proposition Technique du titulaire, les pénalités suivantes seront applicables :

➤ Retard de mise à disposition des véhicules aux ETS

Lorsque les délais contractuels de mise à disposition du véhicule à l'ETS sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière calculée, en dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, selon la formule suivante :

Pénalité = montant du loyer financier mensuel/20

En dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 75 euros. Le délai de livraison des véhicules est établi après passation de la commande sur le site du titulaire.

➤ Retard de mise à disposition des Prestations supplémentaires éventuelles (PSE n°1 et n°2)

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière calculée, en dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, selon la formule suivante :

Pénalité = montant du loyer financier mensuel/20

➤ Retard dans un délai d'intervention (assistance aux véhicules ou aux personnes)

Lorsque les délais contractuels sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée, en dérogation à l'article 14.1 des CCAG-FCS, selon la formule suivante :

Pénalité = 5 % du loyer mensuel x nombre d'heures de retard

Cette pénalité commence à s'appliquer lors du dépassement du délai d'intervention précisé dans l'offre du titulaire. Le délai court à partir de l'heure de la demande téléphonique au numéro d'appel unique.

➤ Retard dans la mise à disposition des outils de gestion en ligne (portail Internet du titulaire pour la gestion véhicules / autopartage / télématique)

Le titulaire s'engage à mettre à disposition les outils de gestion en ligne prévu au CCTP, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent marché, dans chaque ETS. Un planning sera établi entre chaque RPA, le coordonnateur et le titulaire.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de trois mille (3 000) euros le premier mois de retard puis mille (1 000) euros par semaine de retard.

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou du marché, les pénalités de retard sont éventuellement décomptées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

➤ Indisponibilité des outils de gestion en ligne (portail Internet du titulaire pour la gestion véhicules / autopartage / télématique)

Le titulaire s'engage maintenir les outils de gestion en ligne et garantir leur disponibilité dans les conditions prévues au CCTP et dans son offre.

En cas d'indisponibilité constatée par le RPA, le Titulaire en est informé par écrit. A compter de la réception de cette requête par le Titulaire, ce dernier devra tout mettre en œuvre pour rétablir la disponibilité des outils concernés. Au-delà d'un délai de 24 heures suivant la réception de la requête précitée, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 100 euros par jours calendaires de retard.

Dans le cas de résiliation d'un bon de commande ou du marché, les pénalités de retard sont éventuellement décomptées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

➤ Pénalités ou refaction pour imperfections techniques

Les véhicules pourront être refusés, les frais de transport ainsi que tous les autres frais sans exception, resteront à la charge du Titulaire s'il est reconnu que les caractéristiques ne sont pas conformes aux spécifications des bons de commande ou du marché.

Le véhicule refusé sera enlevé par les soins et aux soins et aux frais et aux risques du Titulaire dans un délai maximum de quatre (4) jours à partir de la notification du refus.

Lorsque le retard dans l'enlèvement des véhicules refusés dépassera de trois (3) jours le délai ci-dessus, l'ETS sera en droit de procéder d'office à l'enlèvement, au transport et à la mise en dépôt des véhicules en cause, aux frais du Titulaire.

Par ailleurs, les pénalités pour « Retard de mise à disposition des véhicules aux ETS » prévues ci-dessus seront applicables si le véhicule n'a pas été remplacé à l'expiration du délai fixé à cet effet par le représentant habilité.

4.3.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

Sont par exemple considérés comme des manquements susceptibles d'entraîner l'application de cette pénalité forfaitaire :

- non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS (ex : transmission des données du parc à l'outil de gestion de flotte, remise de la pochette conducteur, etc)
- mise à jour du catalogue des véhicules et des documents associés, absence de réponse à une demande émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,
- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire.

4.3.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

4.3.4. Pénalités pour non-respect des obligations en matière de lutte contre le travail dissimulé

Le Titulaire est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariés de l'entreprise. Le Titulaire encourt une pénalité égale à 10% du montant des bons de commande correspondant et notifiés dans le cadre du présent accord-cadre sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail, que le RPA pourra appliquer dans les conditions suivantes.

Si le RPA est informé par un agent de contrôle de l'inspection du travail de la situation irrégulière du Titulaire, il l'enjoindra de la faire cesser par lettre recommandée avec accusé de réception. Si dans un délai de quinze jours après cette mise en demeure, le Titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle, le RPA en informe l'agent auteur du signalement et peut appliquer la pénalité prévue à l'alinéa précédent.

S'il n'applique pas la pénalité, le RPA peut résilier le marché public, sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

4.4. Sous-traitance

4.4.1. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (article 6.1 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

5. EVOLUTIONS ADMINISTRATIVES ET TECHNOLOGIQUES

5.1. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence de Fournitures/Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fournitures/Services considéré(e)s, ou l'attribution d'une nouvelle référence à cette Fournitures/Services dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

5.2. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures/Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures/Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures/services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouvelles Fournitures/Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

5.3. Modifications du marché public (article L.2194-1 du code de la commande publique)

5.3.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion - absorption de la société Titulaire
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

5.3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

5.3.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fourniture complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

6. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas de non livraison/d'inexécution de la Fourniture/du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

7. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ

7.1. Contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures/Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures/Services, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

7.2. Caractéristiques et évolution des prix

7.2.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Le prix ou loyer mensuel total des véhicules (voir annexe 1 de l'acte d'engagement) est composé du loyer financier et des redevances dues au titre des différentes prestations associées.

Les loyers sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement ce type de prestation.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix figurant aux annexes de l'acte d'engagement.

- **Le prix du loyer financier est un prix mensuel (annexe 1 de l'AE)**

Il sera déterminé par application :

- ❖ de l'investissement,
- ❖ du taux de financement,
- ❖ de la valeur résiduelle,
- ❖ de la durée de location.

❖ L'investissement

L'investissement devra impérativement comprendre les éléments suivants :

- Le prix catalogue du véhicule, les options éventuelles ou accessoires
- Tous les frais relatifs à l'immatriculation (certificat d'immatriculation, malus éventuel...)
- Tous les frais de mise à la route (carburant, frais de transport et de préparation...)
- Les prix des aménagements complémentaires le cas échéant (pour les postes 11 à 19).

De sorte que :

Investissement = [(prix catalogue au jour de la commande + options) – remise contractuelle figurant en annexe 1 de l'AE + accessoires] + [tous les frais de mise à la route et d'immatriculation].

❖ Le taux de financement

Ce taux tiendra compte du ou des taux de financement utilisés par le titulaire et de sa marge. Le titulaire devra indiquer dans sa réponse le ou les taux de référence lui servant à déterminer le taux de financement applicable aux loyers, ainsi que le site internet permettant de suivre la publication de ces taux.

❖ La durée de location

Il s'agit de la durée pendant laquelle seront loués les véhicules. Elle sera mentionnée au bordereau des prix et commencera à courir à compter de la date d'admission du véhicule.

❖ La valeur résiduelle

C'est une anticipation faite par le titulaire de la valeur du véhicule à l'issue de la durée de location. Elle sera déterminée en fonction de la durée et du kilométrage du véhicule en tenant compte des prix de marché et de l'expertise du titulaire en matière de revente de véhicules d'occasion.

- Les prix au titre des prestations associées

❖ Les prestations au forfait

Chacune des prestations suivantes sera facturée via un montant de loyer mensuel forfaitaire, en contrepartie duquel le titulaire prendra en charge toutes les opérations suivantes décrites au CCTP :

- Entretien - maintenance
- Assistance – Dépannage du véhicule
- Remplacement des pneumatiques « tous temps »
- Fourniture et pose des logos (pour les postes 11 à 16)
- Aménagement des véhicules (pour les postes 11 à 16)
- Le remplacement des pneumatiques « hiver » lorsque cette prestation est souscrite
- L'assistance aux personnes lorsque cette prestation est souscrite

Le forfait sera déterminé en tenant compte de la marque, du modèle, de la motorisation, des équipements et de la fiscalité du véhicule.

❖ Les prix des autres prestations :

Les prestations suivantes feront l'objet d'une facturation spécifique :

- L'assistance dépannage en cas de crevaison ou d'éclatement
- La prestation relative à la mise à disposition d'un véhicule en location courte durée,
- Accompagnement de pré-restitution,
- La formation aux risques routiers et à l'éco-conduite.
- L'Autopartage (PSE n°1)
- La Télématique (PSE n°2)

7.2.2. Variations dans les prix

7.2.2.1 - Mois d'établissement des prix du marché

Les conditions financières du présent marché sont réputées établies sur la base des conditions économiques à la date de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

7.2.2.2 - Modalités de révision

➤ Révision du loyer financier

Le loyer financier sera révisé semestriellement pendant la durée du marché. La révision se fera uniquement sur les composantes variables de l'investissement, exogènes à l'offre du titulaire, et uniquement s'il est constaté une variation à la hausse ou à la baisse de l'une ou l'autre des variables suivantes :

- Concernant l'investissement, seules seront admises :
 - la variation du prix catalogue du véhicule, de ses options ou accessoires
 - la variation de la fiscalité applicable à l'immatriculation ou la mise à la route
 - la variation de la remise accordée par le constructeur sur le véhicule
- Concernant les taux de financement :
 - la variation de l'indice du/des taux de financement de référence indiqué(s) par le titulaire
 - le taux de financement appliqué aux loyers ne sera modifié que si la variation constatée est supérieure à 0,10 points en plus ou en moins par rapport au taux de référence qui aura servi à l'élaboration de l'offre initiale.

En cas d'augmentation de plus de 3 points par an, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.
- Concernant la valeur résiduelle :
 - la valeur résiduelle est ferme et non actualisable à compter de la livraison et pour toute la durée de location.
 - la valeur résiduelle est déterminée selon un couple durée/kilométrage donné et est exprimée généralement en pourcentage du prix catalogue du véhicule. Pour les commandes en cours de marché, elle est donc amenée à évoluer en fonction de l'évolution du prix catalogue du véhicule et en fonction du marché du véhicule d'occasion.

Le Titulaire s'engage à faire parvenir au coordonnateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (barème) avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Le défaut d'exécution à la date prévue de cette obligation conduira l'Etablissement à considérer que l'évolution des prix par rapport au tarif (barème) précédent sera égale à 1.

Toutefois, le loyer financier restera ferme à compter de la livraison du véhicule et pour toute la durée de location.

Les révisions semestrielles ne sont applicables que pour les commandes de nouveaux véhicules, après établissement du nouveau tarif/catalogue.

Clause de sauvegarde : l'Etablissement se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de ce barème est supérieure à 2 % l'an.

Cette clause s'applique au loyer financier des modèles présents aux catalogues antérieurs à la révision de prix concernée.

Cas particulier du changement ou de la suppression de modèle.

En cas de modification(s) apportée(s) par le constructeur aux véhicules sélectionnés et touchant à la définition, la motorisation, la sécurité, etc. ou en cas d'arrêt de leur fabrication, le titulaire en avise le coordonnateur dès qu'il en a connaissance. Cette information doit s'effectuer par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postal ou remise contre récépissé et être accompagnée du descriptif du modèle proposé en remplacement.

- Le constructeur pourra déterminer une nouvelle remise applicable au véhicule.
- Le titulaire procédera alors à un nouveau calcul de valeur résiduelle sur la base de ses anticipations de marché.

L'éventuelle acceptation des modifications et des nouveaux modèles seront à intégrer à chaque révision semestrielle du catalogue/tarifs.

➤ Prix au titre des prestations associées

Le prix des prestations suivantes est ferme pour tous les véhicules du marché. Le prix est ferme à compter de la livraison du véhicule et pour toute la durée du marché et de location.

- Entretien - maintenance
- Assistance – Dépannage du véhicule
- Assistance aux personnes
- Accompagnement de pré-restitution
- Remplacement des pneumatiques (d'origine et hiver)
- Frais de gestion : parc, ajustement des paramètres de location
- Fourniture et pose de logos (pour les postes 11 à 16)
- Prestation relative à la mise à disposition d'un véhicule en LCD
- Aménagement des véhicules et options
- Formations

➤ Prix au titre des PSE

Les prix des prestations suivantes sont fermes pour la durée totale du marché :

- L'autopartage (PSE n°1)
- La télématique (PSE n°2)

➤ Arrondis

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix tels que décrits ci-dessus, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

➤ Bonus/malus écologiques

Les éventuels malus écologiques sont appliqués dans les conditions prévues à l'article 1011 du Code Général des Impôts.

Le bonus écologique est récupéré directement par l'EFS. Le malus écologique, étant à payer par le titulaire, est soit isolé du calcul des loyers soit intégré dans le montant loyer selon la pratique du titulaire.

7.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique. Le présent marché public étant un accord-cadre, les conditions de paiement de l'avance sont celles applicables aux accords-cadres à bons de commande ne comportant pas de montant minimum.

Le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

7.4. Modalités de facturation et de règlement

7.4.1. Facturation

La facturation est établie **mensuellement à terme à échoir pour chaque véhicule par numéro d'immatriculation** ; devra apparaître le loyer total (sans option, les prestations complémentaires feront l'objet d'une facturation spécifique telle qu'indiquée ci-après).

Le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées/Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Fournitures/Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation.

IMPORTANT :

La réception/admission du véhicule sur le site emporte le déclenchement de la location, le départ de paiement des loyers, le début de la durée du contrat de location.

Si cette admission intervient en cours de mois, un *prorata temporis* s'appliquera de plein droit à ce premier loyer.

7.4.2. Dématérialisation des factures

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique.

Les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Le calendrier de l'obligation de transmission des factures sous forme dématérialisée est le suivant :

- Depuis le 1er janvier 2017 : obligation pour les grandes entreprises et les personnes publiques.
- Depuis le 1er janvier 2018 : obligation pour les entreprises de taille intermédiaire (entre 250 et 5000 salariés, CA < 1,5 Md€ ou bilan < 2 Mds€).
- Depuis le 1er janvier 2019 : obligation pour les petites et moyennes entreprises (moins de 250 salariés, CA < 50 M€ ou bilan < 43 M€).
- A compter du 1er janvier 2020 : obligation pour les micro-entreprises ou très petites entreprises (moins de 10 salariés, CA ou bilan < 2 M€).

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

7.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures/Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures/Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures/Services ne sont pas admis(es) ou si elles/ils sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à aux CCAP/CCTP, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

7.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 60 jours pour l'EFS.

7.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencée à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

7.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

7.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins des services centraux de l'EFS
- le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est soit le RPA, chacun pour les créances qui le concerne.

8. SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

8.1. Relations entre les parties

Pour l'EFS, le RPA désigne un référent national et un pilote achat, chargés de la gestion de la flotte et des aspects administratifs au sein de la DAIM. Dans chacune des régions, un chef de parc est chargé de la gestion de sa flotte et sera amené à contacter le Titulaire.

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Prestations.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Ce représentant est l'interlocuteur unique de l'EFS pendant la durée du marché et d'exécution des bons de commande.

En cas d'empêchement de ce responsable, le titulaire avisera sans délai l'EFS et lui indiquera les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

Ce responsable pourra accompagner le pilote dans chaque ETS pour la mise en place du marché, la formation à l'outil de gestion et au cours du marché si besoin.

Il assistera l'EFS à la continuité du changement de sa politique de véhicules pour maximiser le taux de satisfaction et garantir ainsi le succès de cette politique.

8.2. Réunions quadrimestrielles

Le RPA organise quadrimestriellement une réunion de suivi entre les représentants du Titulaire et les représentants de l'EFS.

Le titulaire adresse au référant et au pilote, deux semaines avant la tenue de la réunion, un état récapitulatif de la période écoulée.

Le contenu de cet état doit être simple et permettre une lecture facile des données. Le titulaire devra s'assurer de la fiabilité des informations qui y figurent :

- bilan global et par région des commandes effectuées, type de véhicules, couple durée/km, prestations associées, livraisons en attente ;
- les échéances (dates de début et de fin de location) ;
- le chiffre d'affaires par ETS ;
- les statistiques d'utilisation de l'outil de gestion ;
- le taux de CO2 émis par chaque région et par chaque véhicule ;
- le cas échéant les dérives kilométriques.

Ce rapport obligatoire est transmis sous la forme d'un fichier au format Excel et Power point par courriel.

Ces réunions seront l'occasion de faire un point sur les difficultés ou problèmes rencontrés, afin de mettre en place les actions correctives nécessaires.

Ces réunions permettent également d'échanger sur la future révision du catalogue, qui a lieu tous les semestres, concernant de nouveaux modèles ou des modifications de véhicules à intégrer au catalogue, s'il y a lieu, en fonction des modèles disponibles sur le marché, tout en respectant les contraintes du CCTP.

Le titulaire pourra proposer lors de cette révision, des véhicules dont les évolutions technologiques ou énergétique ne sont pas connues à ce jour.

8.3. Plan de progrès

L'EFS attend du Titulaire une démarche active d'accompagnement afin de l'aider à atteindre ses objectifs économiques, organisationnels, de santé, sécurité au travail et environnementaux :

- maîtriser et réduire le coût de la flotte, carburant et autres prestations ;
- optimiser le temps passé à la gestion du parc ;
- réduire les émissions de CO2 ;
- améliorer la sécurité sur la route.

Le titulaire s'engage à assurer régulièrement avec l'Etablissement coordonnateur, au moins une fois par quadrimestre, une réunion pour mise en place d'actions pour atteindre les objectifs ci-dessus (ex : rédaction et mise en place d'une charte conducteur).

Pour chacun des objectifs, le titulaire décrira dans sa proposition technique :

- des indicateurs utilisant les éléments statistiques qui lui sembleraient les plus pertinents pour accompagner l'EFS dans sa démarche de progrès.
- des moyens qui pourraient être mis en œuvre pour atteindre les objectifs fixés.

9. CONFIDENTIALITE

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

9.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

9.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de 15 jours après demande de l'EFS au Titulaire.

Le Titulaire doit justifier, à première demande de l'EFS, d'un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle, qu'il peut encourir à titre contractuel, en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels, causés à l'occasion de l'exécution du présent marché.

L'attestation de police d'assurance (si non fournie avec l'offre) en cours de validité devra être remise dans le délai imparti dans la mise au point après demande de l'EFS au titulaire et devra préciser :

- le nom de la compagnie ;
- les risques couverts ;
- la date d'expiration des garanties prévues au contrat ;
- le numéro de polices.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 32 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Exécution aux frais et risques

En application de l'article 36 du CCAG FCS, l'EFS peut faire procéder à l'exécution aux frais et risque du Titulaire en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui par sa nature ne peut souffrir aucun retard. Les cas de résiliation qui peuvent donner lieu à cette mesure sont ceux mentionnés ci-dessus.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un justificatif d'immatriculation datant de moins de 3 mois.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante :

<http://www.e-attestations.com/fr>